

RAPPORT ANNUEL 2022

AVSI CÔTE D'IVOIRE



50
ans

People for development

Ce Rapport Annuel 2022 est un extrait du Bilan Social 2022.

Le Contenu du Rapport Annuel 2022 à été édité par Lorenzo Manzoni, Bamba Lassiné, Cyrille Komguep, Melanie Djeha Kouakou, Vanessa Mangiatordi, Jean-Paul Esmel, Elly Bahati, Marcelin Yapo, Vincenzo Gangone, Denise Origlia, Issiaka Coulibaly, Roberta Zuccaro et Ludovico Dell'Anna.

La rédaction de ce rapport a été réalisée par Roberta Zuccaro et Ludovico Dell'Anna.

Cette publication a été rendue possible grâce à la contribution de tout le personnel d'AVSI-CI.

Les photos de ce Rapport Annuel AVSI ont été prises par : Marco Garofalo, Alessandra Fuccillo, Natalia Alana Da Silva.

PRÉAMBULE

En 2022, la Fondation AVSI a célébré ses 50 ans d'existence et d'activités de coopération au développement dans le monde dont 14 ans en Côte d'Ivoire.

En Côte d'Ivoire, la présence active auprès des populations est une réalité jusque dans les contrées les plus lointaines. AVSI CI travaille en bonne intelligence avec les Ministères Sectoriels, les Bailleurs de fonds, la société civile locale et le secteur privé afin de contribuer au développement humain intégral. Ceci est en droite ligne avec la vision d'AVSI qui est de promouvoir la dignité humaine.

Au cours de l'année 2022, nos initiatives ont été diverses mais en cohérence avec les priorités du Gouvernement Ivoirien et les Objectifs de Développement Durable. Nos interventions ont concerné les domaines de l'éducation, de la protection, des droits de l'homme, de la paix, de la cohésion sociale, de la formation professionnelle, de l'emploi des jeunes et de la migration irrégulière.

L'année 2022 a été complexe et pleine de défis. Grâce à la coopération de tous les partenaires, nous avons trouvé notre résilience pour continuer à construire et à renforcer l'espoir au sein des communautés. Ce même esprit nous accompagnera en 2023 et nous permettra de relever de nouveaux défis.

Mesdames et Messieurs, dans ce rapport, vous trouverez un aperçu global de chacun des projets mis en œuvre au cours de l'année 2022 et les principaux résultats atteints. Derrière les graphiques et les chiffres se cachent les besoins, les histoires, les succès et les témoignages des personnes impliquées dans chaque projet.

La fin d'une année n'est pas un point d'arrivée mais un nouveau départ, un appel à aller plus loin, une invitation à s'investir davantage dans la construction d'un présent et d'un avenir meilleur pour chacune des communautés impliquées dans nos initiatives. Ceci devient « UNE PROMESSE DE DÉVELOPPEMENT QUE NOUS RENOUVELLONS » constamment.

Merci.

Représentant Régional
Afrique Centrale et de l'Ouest
Lorenzo MANZONI



Représentant Pays
Côte d'Ivoire
Lassiné BAMBA



INDEX

FONDATION AVSI	04
AVSI dans le Monde	06
AVSI en Côte d'Ivoire	07
Tableau des zones d'intervention	09
Les ODD dans nos projets	10
Projets réalisés en 2022	12
Projet de Lutte Contre la Migration Irrégulière des jeunes ivoiriens par la création d'emplois et leur développement socio-économique	14
Projet d'Appui au Système Éducatif et à la pérennisation des cantines scolaires	17
Projet d'Appui pour l'Accueil, la Protection et l'Éducation des Mineurs Vulnérables en Côte d'Ivoire, Sierra Leone et Ghana	20
Projet de Soutien à Distance pour l'accompagnement des enfants vulnérables	22
Projet Participatif d'Amélioration des bidonvilles à Abobo et à Treichville	25
Projet de Promotion de la Cuisson Propre auprès des ménages vulnérables	28
Projet d'Appui à la Cohésion Sociale, à la Promotion du Dialogue Démocratique et à l'Inclusion Sociale des Jeunes	31
Projet de Renforcement des Opportunités en faveur des Victimes des crises pour leur inclusion économique et sociale	33
Histoires à succès	35
Nouveaux Projets et Perspectives 2023	36
Nos principaux Bailleurs et Partenaires	39

ACRONYMES

ACACI	Autorité Centrale pour l'Adoption en Côte d'Ivoire	FLEGT	Forest Law Enforcement, Governance and Trade
ACP	États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	GES	Gaz à Effet de Serre
AGR	Activité Génératrice de Revenus	HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
AIP	Association Ivoirienne pour le Progrès	HVA	Hydraulique Villageoise Améliorée
AMI	Amici Missioni Indianae	JAT	Jeunesse Active de Treichville
APV	Accord de Partenariat Volontaire	MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit	MENA	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation
CAI	Commission Internationale pour l'Adoption	MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
CDC	Centers for Disease Control and Prevention	MGD	McGovern-Dole
CE	Commission Européenne	OACPS	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
CEI	Conférence Épiscopale Italienne	OEV	Orphelins et Enfants Vulnérables
CGQ	Comités de Gestion de Quartier	OGRADIE	Organisation La Grace Divine Eternelle
CIWIT	Collectif des Ivoiriens Wê d'Italie	ONG	Organisation Non Gouvernementale
CMV	Comunità Missionaria di Villaregia	ONU-HABITAT	Programme des Nations unies pour les établissements humains
CNJ	Conseil National de Jeunes	OSC	Organisations de la Société Civile
CNMCI	Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CRM	Chambre Régionale de Métiers	PEPFAR	President's Emergency Plan for AIDS Relief
CVGE	Comité Villageois de Gestion des points d'Eau	PNCC	Programme National de Changement Climatique
DGD	Direction Générale de la Diaspora	PNCS	Programme National de Cohésion Sociale
DGDDL	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	PNPE	Politique nationale de Protection de l'enfant
DPE	Direction de la Protection de l'Enfant	POJE-CI	Plateforme Opérationnelle Jeunesse de Côte d'Ivoire
EGENA	États Généraux de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	PRC	Plans de Renforcement de Capacité
EHA	Eaux, Hygiène and Assainissement	SAD	Soutien à Distance
ENI	Ente Nazionale Idrocarburi	TRE	Techniques de Recherche d'Emploi
EPR	Établissements de Protection et de Remplacement	UE	Union Européenne
FA	Foyers Améliorés	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations	USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
FEDERLEGNO	Fédération Italienne des Industries du Bois	UVICOCI	Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire
FGC	Fonds Gérés par la Communauté	VAD	Visites à Domicile



FONDATION AVSI

QUI SOMMES-NOUS?

AVSI est une Organisation à but non lucratif créée en 1972. Elle met en œuvre des projets dans le cadre de la coopération au développement et de l'aide humanitaire dans 39 pays du monde.

QUE FAISONS-NOUS ?

Nous promovons la **dignité humaine** à travers des activités de coopération pour le développement durable, en mettant l'accent sur l'**éducation**, en tant qu'accompagnement de la personne vers la découverte de soi et la reconnaissance de l'autre comme un bien.

Travailler pour un monde dans lequel **chaque personne est protagoniste de son propre développement** intégral ainsi que celui de sa communauté.

DOMAINES D'INTERVENTION

- Changement Climatique
- Autonomisation des femmes
- Migration
- Urgences

PRINCIPAUX SECTEURS D'INTERVENTION

- Éducation
- Agriculture et Sécurité Alimentaire
- Protection de l'Enfant
- Énergie
- Environnement
- Renforcement économique
- Droits de l'Homme, Démocratie et Paix
- Moyens de Subsistance, Formation et Emploi
- Nutrition
- Villes Durables
- Santé, Eau et Assainissement



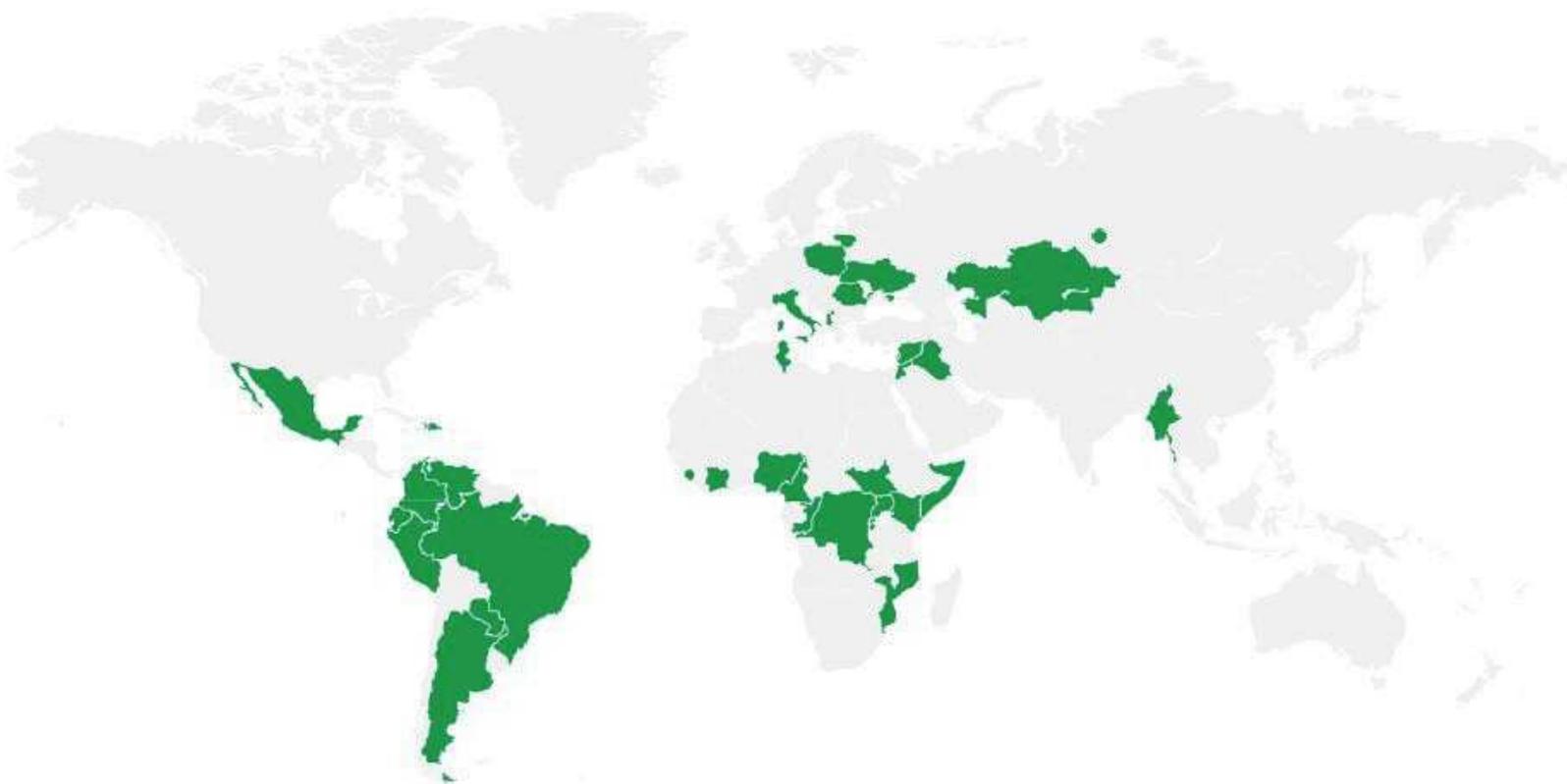
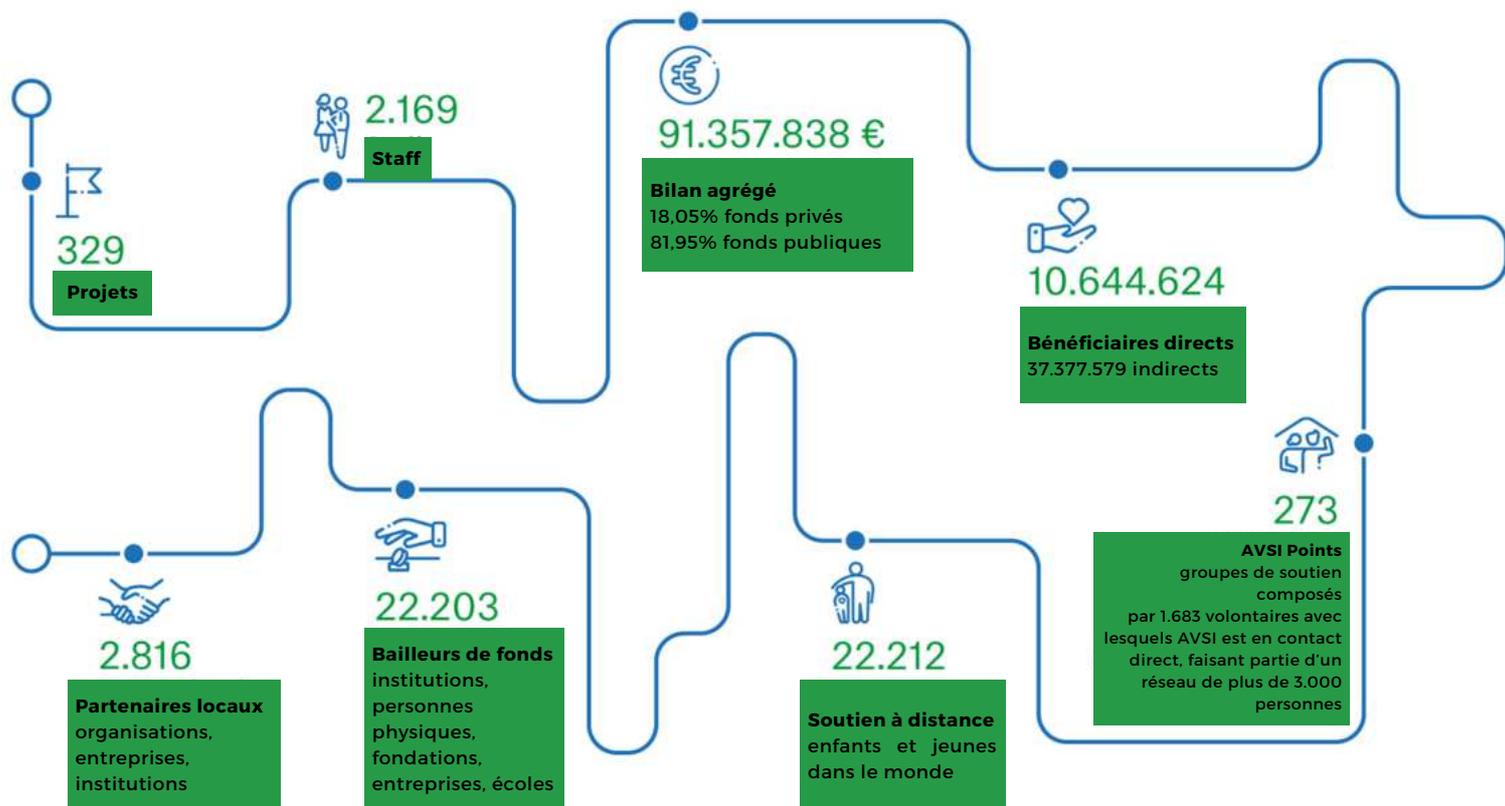
PRINCIPES ET VALEURS

AVSI travaille selon 5 principes fondamentaux :

- **Partir de la valeur de la personne**, qui n'est jamais définie par les circonstances dans lesquelles elle vit ;
- **Considérer toujours la personne** dans son contexte familial et communautaire ;
- **Faire avec** : accompagner et se laisser accompagner, en reconnaissant que nous avons tous en commun la même expérience humaine ;
- **impliquer les parties prenantes** : favoriser la participation de tous, bénéficiaires, agents, partenaires, secteur privé;
- **Apprendre** de l'expérience et capitaliser sur les leçons apprises.



AVSI DANS LE MONDE





AVSI EN CÔTE D'IVOIRE

AVSI a débuté ses activités en Côte d'Ivoire depuis 2008 dans les zones d'Abidjan, Yamoussoukro et Bouaké à travers la mise en œuvre d'un **Projet de soins et soutien aux enfants et familles vulnérables** en partenariat avec le Ministère de la Femme et de l'Enfant, en lien avec les structures sociales de base (Centres Sociaux), les Plateformes de prise en charge des enfants vulnérables et des ONG locales.

Ce projet constitue la porte d'entrée de AVSI en Côte d'Ivoire et a permis de réaliser jusqu'en 2014, une assistance à plus de 38.000 bénéficiaires (enfants et adultes) vulnérables en mettant l'accent sur l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection juridique et l'autonomisation économique des familles. Depuis lors, AVSI continue sa mission en Côte d'Ivoire en restant fidèle à sa **méthode d'intervention** qui est **centrée sur la personne** tout en l'amenant, d'abord à prendre conscience de sa **valeur** et de sa **dignité** quelque soit son statut social, et ensuite à travailler pour son propre

développement intégral et celui de sa communauté. Au terme de l'année **2022**, cela fait quinze (15) ans de mise en œuvre de projets dans plusieurs secteurs ou domaines tels que la Santé, l'Education, la Protection sociale, la promotion de la Démocratie et la Cohésion sociale, la promotion des Droits Humains et l'Egalité des sexes, la Formation professionnelle et l'Emploi des jeunes, le Renforcement économiques des personnes vulnérables, etc.

Ces projets ont été cofinancés par **plusieurs bailleurs de fonds**, entre autres l'**USAID**, la **FAO**, l'**UE**, le **HCR**, l'**USDA** (Gouvernement American), **CEI** (Conférence Episcopale Italienne), le **PAM**, le **Ministère Italien de l'Intérieur**, l'**ONU-Habitat**, la Commission Internationale pour l'Adoption (**CAI**), **ENI Côte d'Ivoire**.

AVSI bénéficie également d'un réseau de mobilisation communautaire en Europe avec ces mêmes bailleurs, lui permettant de faire des plaidoyers dans l'objectif de collecter des fonds privés en faveur des projets soutenus.

AVSI Côte d'Ivoire a son siège social situé à Abidjan, sis à Cocody II-Plateaux, Galerie Santa Maria et possède trois (3) **bureaux régionaux** à **Yamoussoukro, Bouaké, Daloa** et plusieurs antennes décentralisées dans les villes de Korhogo, Boundiali, Ferké, Touba, Guiglo, Bondoukou et Bouna, lui permettant d'assurer sa présence et d'étendre ses activités au-delà de ces villes.

La réalisation des différents projets repose sur l'engagement et le dynamisme d'une **équipe** de plus de **75 personnes** aux compétences variées qui permettent de relever à la fois des défis techniques liés aux thématiques abordées et opérationnelles, respect des procédures et redevabilité.

Aussi, AVSI a-t-elle réussi à développer un réseau de plus de **150 ONG locales et organisations professionnelles** et **groupements d'intérêt du secteur informel et agricole** (OPA) et jouit de l'appui institutionnel de plusieurs **Ministères Techniques** dont le Ministère d'Etat, Ministères des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora.

AVSI 2022 EN CHIFFRES

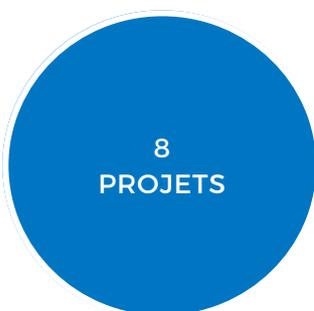
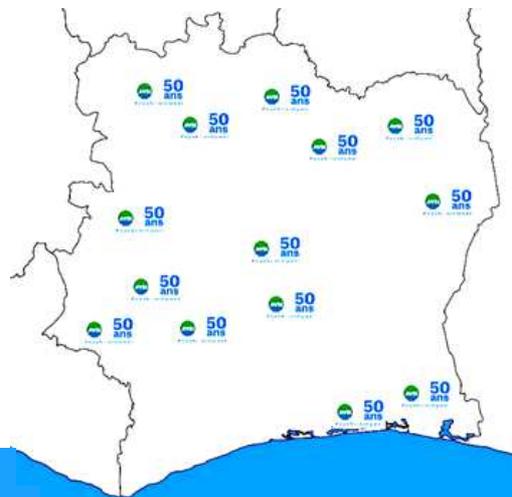


TABLEAU DES ZONES D'INTERVENTION



RÉGION	VILLE	LOCALITÉ COUVERTE	PROJET
Lagunes	Abidjan	12	Migration, Protection de l'Enfant, Environnement
Grands-Ponts	Dabou	1	Protection de l'Enfant
Sud-Comoé	Ayamé	3	Environnement
	Adiaké	3	
	Bonoua	1	
	Bassam	2	
Cavally	Guiglo	33	Éducation
Bagoué	Boundiali	78	Éducation
Tchologo	Ferké	61	
Poro	Korhogo	141	Migration, Éducation
Bafing	Touba	46	
Gontougo	Bondoukou	174	Éducation
Bounkani	Bouna	80	
Gbêkê	Bouaké	104	Protection de l'Enfant, Environnement
	Béoumi	70	
	Botro	91	
	Sakassou		
Haut-sassandra	Daloa	1	Migration, Protection de l'Enfant
	Vavoua	5	Droits de l'Homme, Démocratie et Paix
Guemon	Duekoué	2	Droits de l'Homme, Démocratie et Paix

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) DANS NOS PROJETS

Les objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Les objectifs sont interconnectés, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, d'ici à 2030.



Le premier objectif vise la fin de la pauvreté et la lutte contre les inégalités sous toutes ses formes. Tous les projets d'AVSI visent à contribuer à la lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire en facilitant, entre autres, l'accès aux services sociaux de bases des personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.



Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges. Depuis ses premières interventions en Côte d'Ivoire en 2008, AVSI continue de mener des actions de soins et soutiens aux personnes vulnérables, de lutte contre les pandémies par un système de parrainage dénommé Soutien à Distance (SAD).



L'éducation est l'une des thématiques prioritaires et transversales pour AVSI car elle est à la base du développement de la personne. AVSI Côte d'Ivoire a plusieurs projets qui visent à assurer un accès sécurisé à l'éducation pour les personnes les plus vulnérables et à améliorer le niveau d'éducation à travers différentes actions.



L'égalité entre les sexes est spécifiquement dédiée à l'autonomisation des filles et des femmes. Elle vise à mettre fin à toutes les formes de discriminations et de violences contre les femmes et les filles dans le monde entier.



Le sixième objectif vise un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030, en particulier pour les populations vulnérables. Il appelle également à une gestion durable de cette ressource et mentionne la réduction du nombre de personnes souffrant de la rareté de l'eau.



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. AVSI Côte d'Ivoire veut y contribuer par la distribution de 70.000 foyers améliorés au grand bénéfice des populations du centre de la Côte d'Ivoire.



Afin d'assurer le développement économique de l'individu, AVSI Côte d'Ivoire utilise la formule de création d'emplois en finançant des formations professionnelles dans différents secteurs. Cette action vise à former les jeunes et à leur donner les outils nécessaires pour être économiquement indépendants.



AVSI Côte d'Ivoire est consciente que les questions d'égalité de genre sont d'une importance vitale pour le développement social et économique de la société. Dans tous les projets, AVSI Côte d'Ivoire veut s'assurer qu'au moins 50% des bénéficiaires directs sont des femmes.



Les villes sont des moteurs essentiels des économies locales et nationales. Elles constituent par ailleurs des pôles de prospérité pour les communautés quand elles sont suffisamment informées et formées. AVSI Côte d'Ivoire a œuvré pour la mobilisation communautaires dans trois bidonvilles d'Abidjan pour contribuer à l'atteinte de cet ODD.



Les projets d'AVSI Côte d'Ivoire se concentrent sur la cohésion sociale et la synergie des institutions locales. AVSI Côte d'Ivoire considère qu'il est important d'impliquer les institutions de base à ses projet, la société civile et les associations locales afin d'assurer la pérennisation et l'appropriation desdits projets.



Pour mener à bien sa mission, AVSI Côte d'Ivoire veille à garder de bonnes relations avec le gouvernement de Côte d'Ivoire via les Ministères Techniques en charge de la mise en œuvre des politiques sectorielles, aussi avec le secteur privé et la société civile.

PROJETS RÉALISÉS EN 2022

• MIGRATION

Projet de Lutte Contre la Migration Irrégulière des jeunes ivoiriens par la création d'emplois et leur développement socio-économique "*Projet DIGNITÉ (2021/2023)*".

En partenariat avec: Soletterre Onlus, la Chambre Nationale et Régionale des Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI et CRM), le Collectif des Ivoiriens WE d'Italie C.I.W.I.T, Federlegno - Fédération italienne des industries du bois et la Direction Générale de la Diaspora (DGD).

• ÉDUCATION

Projet d'Appui au Système Éducatif et à la pérennisation des cantines scolaires "*Projet Éducation USDA-McGovern Dole - MGD 2 (2021-2026)*".

En partenariat avec: le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et la Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue.

• PROTECTION DE L'ENFANT

Projet d'appui pour l'Accueil, la Protection et l'Éducation des Mineurs Vulnérables en Côte Ivoire, Sierra Leone et Ghana "*Projet Home (2021/2023)*".

En partenariat avec: avec la Direction de la Protection de l'Enfant (DPE), l'Autorité Centrale de l'Adoption en Côte d'Ivoire (ACACI) et Amici dei Bambini (AMI).

Projet de Soutien à Distance pour l'accompagnement des enfants vulnérables "*Projet SAD (2022)*". En partenariat avec OGRADIE et AIPS.

• VILLES DURABLES

Projet Participatif d'Amélioration des bidonvilles à Abobo et à Treichville "*Projet PPAB 3 (2022)*".

• ENVIRONNEMENT

Projet de Promotion de la Cuisson propre auprès des ménages vulnérables "*Projet Foyers Améliores (2022/2024)*".

• DROITS DE L'HOMME, DÉMOCRATIE ET PAIX

Projet d'Appui à la Cohésion Sociale, à la Promotion du Dialogue Démocratique et à l'Inclusion Sociale des Jeunes "*PACS-P2D (2020/2022)*".

En partenariat avec POJE-CI et CMV.

Projet de Renforcement des Opportunités en faveur des Victimes des crises pour leur inclusion économique et sociale "*Projet PROVIES (2021/2023)*". En partenariat avec: l'Organisation des Droits de l'Homme, les Directions Régionales des Ministères de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale et celle du Ministère des Affaires Sociales.

MIGRATION

Projet de Lutte Contre la Migration Irrégulière des jeunes ivoiriens par la création d'emplois et leur développement socio-économique

Projet DIGNITÉ (2021-2023)

 Abidjan, Bouaké,
Daloa, Korhogo

 2.570 artisans, 400 jeunes
et 60 start-up

 Ministère
Italien de l'Intérieur

 1.440.790 €

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

En Côte d'Ivoire, 43% de la population active a des difficultés d'emploi et **moins de 20% des jeunes trouvent un emploi à la fin de leurs études**. La tentative de l'État pour améliorer les possibilités d'emploi formel est basée sur des interventions déléguées à différents acteurs et sur des initiatives de projets. Mais, d'énormes lacunes subsistent malgré une forte croissance économique. **Ainsi, 93% des jeunes** employés travaillent toujours dans le **secteur informel, le taux de pauvreté reste à 46,3%** (2016) et le nombre de jeunes qui choisissent la **migration illégale et irrégulière** comme alternative au piège de la pauvreté et au manque d'opportunités reste élevé. En 2016 et 2017, les migrants ivoiriens demandeurs d'asile en Italie étaient respectivement 7.459 et 8.374, positionnant la Côte d'Ivoire comme le quatrième pays d'origine des migrants irréguliers. Le gouvernement ivoirien a créé la **Direction Générale de la Diaspora (DGD)** et constitué 10 Comités régionaux chargés de coordonner la lutte contre la migration irrégulière à travers diverses actions de sensibilisation sur le territoire. Toutefois, certains comités ne sont pas encore pleinement opérationnels. Les tentatives pour répondre à la demande d'emploi des jeunes restent insuffisantes, ce qui met en évidence un système inadapté pour faire correspondre efficacement l'offre et la demande de travail des jeunes.

Le projet vise à lutter contre les causes de la migration irrégulière des jeunes ivoiriens vulnérables par la création d'opportunités d'emploi et le développement socio-économique.

Nos actions sur les formations et les résultats prévus :

- Soutien à la Chambre nationale des métiers et aux 4 chambres régionales.
 - Soutien financier trimestriel
 - Soutien logistique avec 4 ordinateurs et 4 motos
- Placement de **400 jeunes** dans des **formations professionnelles et qualifiantes**
- Formation à l'entrepreneuriat, à la gestion d'entreprise pour **200 jeunes** et au développement individuel et personnel pour **400 jeunes**
- Séances de formation et de remise à niveau avec le soutien de Federlegno-Arredo et formation en cascade.
 - 250 maîtres artisans formés à la gestion d'entreprise et à la pédagogie

- Une formation vidéo organisée par Federlegno
- 2.500 artisans formés en cascade

Nos actions en faveur du développement local et socio-économique et les résultats prévus :

- Appui financier et matériel aux activités génératrices de revenus (AGR) à **200 jeunes**
- Soutien à la formalisation des **60 entreprises** créées
- Organisation d'un concours dans chacune des 4 zones pour identifier et soutenir les **12 meilleures start-ups**

Nos actions dans la création de produits financiers et les activités transversales et les résultats prévus :

- Appui technique et financier - fonds renouvelable de microcrédit à **240 artisans**
- Soutien aux acteurs institutionnels nationaux et régionaux dans la lutte contre la migration irrégulière
- **48 sessions de sensibilisation** pour diffuser des messages appropriés à 10.000 personnes

- 375 personnes formées (formation professionnelle, mise en apprentissage, softs skills, gestion d'entreprise)
- 45 800 heures de formation en classe
- 129 000 heures de formation pratique
- 127 AGR financées
- 12 start-ups développés avec SOLETERRE
- 30 000 000 FCFA investis dans des activités de microcrédit
- 9796 personnes sensibilisées aux risques de la migration irrégulière

Au total, depuis le début du projet, plus de 700 personnes ont été formées, plus de 150 activités ont été financées et environ 12 000 personnes ont été sensibilisées sur la période du projet.



Abobo. Abidjan
Bénéficiaires AGR du projet Dignité

ÉDUCATION



Projet d'Appui au Système Éducatif et à la pérennisation des cantines scolaires

Projet Éducation MGD2 (2021/2026)



Bafing, Bagoue, Bounkani,
Cavally, Gontougo, Poro et
Tchologo



613 écoles
125.000 enfants



USDA-McGovern
Dole



2.215.552 USD

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Le Projet "Appui au Programme Intégré de Pérennisation de Cantines Scolaires" en Côte d'Ivoire, phase 2 (2021-2026) a pour objectif général d'accompagner le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) à **améliorer l'enseignement et l'apprentissage de la lecture** dans 613 écoles primaires publiques rurales des régions Nord, Est et Ouest de la Côte d'Ivoire.

En plus d'améliorer les compétences pédagogiques en lecture-écriture et de **garantir la disponibilité des cantines des enfants** du primaire, une autre composante "Eaux, Hygiène et Assainissement" (EHA) a été inclus dans la mise en œuvre de cette seconde phase de l'intervention, car l'accès à l'eau potable dans certaines écoles est encore très faible. Ainsi, le MGD 2 permettra aussi de **promouvoir l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement**, qui sont des éléments clés pour contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires et prévenir les maladies hydriques dans les écoles, assurant ainsi une **augmentation du taux de scolarisation et des performances des élèves**. Cela fera des écoles des lieux d'apprentissage sûrs et fiables où de bonnes conditions sanitaires et d'hygiène sont respectées.

Ainsi, le Projet MGD 2 est un vaste programme financé par l'USDA-McGovern Dole dans lequel il ressort un Accord de Coopération sur le terrain entre le **Programme Alimentaire Mondial (PAM)** et AVSI, spécifiquement sur les composantes : (1) Amélioration des compétences en lecture-écriture des enfants d'âge d'aller à l'école, et (2) "Eaux, Hygiène et Assainissement (EHA), dont les principales actions se résument à vingt-et-un (21) activités principales à mettre en œuvre sur une période de cinq (5) ans. Sachant que ce projet a démarré à la même période du lancement des assises des Etats Généraux du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, cela a permis de s'aligner aux démarches et objectifs assignés par le MENA.



Les principales **activités prévues** en 2022 selon les composantes :

Composante 1 « Amélioration des compétences en lecture-écriture » :

- Organiser des cours de rattrapage (remédiation) en faveur des élèves à faible niveau en lecture
- Organiser des activités extrascolaires de lecture
- Organiser des séances de sensibilisation sur l'importance de la lecture et l'assiduité des enseignants
- Organiser des réunions périodiques de suivi en ligne (par la Direction de la Pédagogie et de la formation Continue du MENA)
- Organiser des Journées pédagogiques : organiser une réunion pédagogique par an avec les IEP
- Appui aux EGENA à travers l'atelier pour renforcer le système de suivi (Appui EGENA)
- Renforcer les capacités du MENA à organiser la formation continue des enseignants et directeurs d'écoles primaires
- Evaluer les acquis en lecture des élèves du primaire (Test ASER)

Composante 2 « Eaux, Hygiène et Assainissement (EHA) » :

- Réhabilitation de 35 blocs latrines (blocs séparés + Lave main)
- Faciliter l'accès durable à l'eau potable (installation/adduction) dans 30 écoles (1 lavabo et 1 fontaine de 2 robinets par école)
- Faciliter l'accès durable à l'eau potable (forage manuel) dans 20 écoles
- Fourniture d'un système de lavage des mains pour les écoles
- Formation de 70 Techniciens Réparateurs de Point d'Eau
- Mise en place et formation des comités d'hygiène scolaire des élèves (brigade d'hygiène)
- Organisation des événements de sensibilisation des enfants sur le volet EHA
- Renforcement des capacités communautaires en gestion de l'eau et de l'assainissement.

Les principales **activités réalisées** en 2022 selon les composantes :

Composante 1 « Amélioration des compétences en lecture-écriture »

- 613 écoles suivies et ayant reçues l'aide de l'USDA
- 135 681 élèves inscrits à l'école recevant l'aide de l'USDA
- 2514 séances de cours de rattrapage organisés dans 400 écoles répartis comme suit :
 - De Janvier 2022 à Juillet 2022 (Année scolaire 2021-2022), 1692 séances de cours de rattrapage organisées dans 318 écoles avec 35083 élèves
 - De Septembre 2022 à Décembre 2022 (Année scolaire 2022-2023), 822 séances de cours de rattrapage organisées dans 213 écoles avec 27 010 élèves
- 5 concours lecture avec la participation de 1410 élèves (658 garçons et 752 filles)
- 462 Administrateurs / fonctionnaires dans les écoles cibles démontrant l'utilisation de nouveaux outils grâce à l'aide de l'USDA
- 3 004 enseignants qui ont amélioré leur compétence et savoir- faire pédagogique

Composante 2 « Eaux, Hygiène et Assainissement (EHA) »

- Nombre d'installations EHA réhabilitées / construites grâce à l'aide de l'USDA
 - Total 427
 - Postes de lavage des mains 300
 - Poêles pierres 49
 - Sources d'eau améliorées 29
 - Latrines 49
- Nombre d'écoles bénéficiaires d'installations d'assainissement améliorées : 29
- 234 Comité Villageois de Gestion des points d'Eau (CVGE) ont été formés, composés de 4186 personnes adultes (2577 hommes et 1609 femmes) en collaboration avec la Direction de la Vie Scolaire
- 345 séances de sensibilisation organisées dans 144 écoles des communautés villageoises à l'endroit de 6448 personnes (4513 hommes et 1935 femmes)

PROTECTION DE L'ENFANT



Projet d'Appui pour l'Accueil, la Protection et l'Éducation des Mineurs Vulnérables en Côte Ivoire, Sierra Leone et Ghana

Projet HOME (2021/2023)



Abidjan, Bouaké
et Dabou



352 enfants, 560 personnes
impliquées avec les enfants
et 4 Centres



Commission pour les
Adoptions
Internationales (CAI)



210.545 €

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Les mineurs qui vivent en Côte d'Ivoire sont fréquemment victimes de **violences physiques et psychologiques** et ils vivent des situations dans lesquelles leurs droits fondamentaux ne leur sont pas reconnus. Même dans le cas où il s'avère possible de les éloigner de ces familles violentes, ils se retrouvent encore dans des environnements défavorables qui n'assurent pas leur bien-être.

Avec le projet HOME financé par la Commission pour les Adoptions Internationales (CAI), AVSI vise à travailler sur les ressources déjà disponibles et créer aussi des nouvelles là où il y a des lacunes institutionnelles et normatives.

Dans ce contexte, il existe des **formes d'accueil peu structurées** ou improvisées mais que nous considérons comme une valeur ajoutée au moment où on apporte le **soutien nécessaire** pour donner un élan de **solidarité** et une **majeure conscience** et **compétence**. Le manque structurel de ressources fait que la gestion de situations extrêmement problématiques devient encore plus difficile. En intervenant donc sur les ressources techniques et éducatives de tous les acteurs impliqués, ainsi que sur les ressources matérielles, l'objectif est celui d'obtenir un **impact fort sur la vie des enfants qui, autrement, n'auraient aucune autre possibilité**.

Le projet veut contribuer au renforcement d'un réseau d'acteurs publics et privés engagés pour assurer le bien-être des filles et des garçons et prévenir leur abandon en Afrique de l'Ouest.

Nos actions sur le renforcement de la capacité d'accueil des institutions chargées de la protection des filles et des garçons :

- Diffusion des modules de **formation** pour 176 personnel institutionnel qui s'occupe de la **protection des enfants**, concernant les normes et les réglementations internationales sur la protection, l'adoption et le placement familial
- Élaboration/amélioration d'une **base des données des enfants** en état de vulnérabilité et d'une cartographie des acteurs nationaux impliqués dans la protection des enfants
- Fourniture de 15 ordinateurs, un logiciel de gestion et un mobilier de bureau à la DPE

Nos actions sur le renforcement des compétences techniques et de gestion familiale des acteurs non-institutionnels :

Diffusion des modules de **formation** à 144 **familles d'accueil** et 120 **familles d'adoption** dans le but d'implémenter les capacités parentales et d'accueil

- Organisation de **10 activités génératrices de revenus**, **5 soutiens économiques** et **2 groupes d'épargne** pour les familles d'origine en condition de vulnérabilité et pour les potentielles familles d'accueil/adoptives
- Diffusion de sessions de **formation** pour l'implémentation des capacités techniques des instituts d'accueil à **15 travailleurs sociaux**

Nos actions dans la création d'un réseau qui engage tous les acteurs impliqués dans la protection des enfants et dans l'accueil des mineurs :

- Organisation d'une table de travail conjointe avec les acteurs institutionnels et les services sociaux sur la PNPE

Nos actions dans l'amélioration sur l'accessibilité et la fonctionnalité des centres d'éducation pour les enfants :

- Construction d'une **rampe au Centre de Dabou** pour faciliter les déplacements des enfants en chaise roulante
- Fourniture de **matériel ludique, éducatif, alimentaire** aux Centres d'Accueil à Abidjan, Bouaké et Daloa

Promouvoir une éducation de qualité pour filles et garçons plus défavorisés et vulnérables:

Fourniture d'**équipements pour la scolarisation à 30 enfants**

Actions sur le renforcement de la capacité d'accueil des institutions chargées de la protection des filles et des garçons :

- 151 fonctionnaires du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE) formés sur la législation internationale sur la protection de l'enfant
- 2 bases de données et 1 cartographie des structures d'accueil élaborées :
 - Base des 49 Établissements de Protection et de Remplacement (EPR)
 - Base des 2049 enfants (917 filles, 1132 garçons) accueillis par ces EPR
- 45 Directeurs Régionaux formés sur "l'application 116" et la dénonciation des cas de violences faites aux enfants
- 15 ordinateurs et 1 mobilier de bureau fournis à la DPE
- 15 ordinateurs portables et de bureau offerts aux partenaires (DPE, ACACI, 4 EPR)

Actions sur le renforcement des compétences techniques et de gestion familiale des acteurs non-institutionnels :

- 30 familles formées sur les techniques d'accueil et la parentalité, d'épargne et de gestion des Associations à Vocation d'Épargne et de Crédit (AVEC)

- 30 travailleurs sociaux formés sur le Suivi des familles d'accueil
- 10 AGR financées
- 8 AVEC créées et soutenues financièrement
- 15 travailleurs sociaux formés sur l'accompagnement des familles d'accueil, la psychologie de l'enfant, l'observation de l'enfant et création d'une fiche individuelle

Actions de création d'un réseau qui engage tous les acteurs impliqués dans la protection des enfants et dans l'accueil des mineurs :

- 3 ateliers organisés avec les partenaires et les services sociaux sur la PNPE
- 1 document de Politique National de Protection de l'Enfant révisé et validé

Actions pour l'amélioration sur l'accessibilité et la fonctionnalité des centres d'éducation pour les enfants :

- 1 rampe de 250 m construite à la pouponnière de DABOU
- Plusieurs matériels (jeux, électroménagers, médicaux etc.) offerts aux 4 centres d'accueil bénéficiaires du projet
- 50 enfants aidés en matière de scolarisation (kits scolaires, frais de scolarité)
- 30 enfants bénéficiaires d'équipements pour leur scolarisation



Dabou

Inauguration de la rampe de 250 m construite à la Pouponnière de Dabou



Projet de Soutien à Distance pour l'accompagnement des enfants vulnérables

Projet SAD (2022)



Abidjan, Bouaké et Daloa



375 familles



Donateurs Privés



93.250 €

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Le programme Soutien à Distance (SAD) a démarré en Côte d'Ivoire en 2008, à la faveur du Projet Soins et Soutiens aux OEV mené par AVSI en Côte d'Ivoire. Une intervention sollicitée par l'Etat de Côte d'Ivoire pour lutter contre la pandémie du VIH-SIDA. En vue de renforcer l'accès aux soins par les familles, un enfant par ménage a été identifié pour bénéficier du programme de parrainage d'AVSI à travers le SAD.

Le programme SAD vise l'amélioration des conditions de vie des enfants vulnérables et leurs familles à travers une **facilitation à l'accès aux services sociaux de base**. L'accès à une éducation de qualité des enfants vulnérables, tant pour la fille que le garçon, s'avère le principal objectif. Ensuite, celui à la santé pour garantir leur vie et leur survie, l'amélioration du cadre de vie et l'accompagnement psychosocial pour assurer le développement d'une certaine résilience. Pour garantir l'**autonomisation des familles**, le **renforcement économique** des ménages pour la réalisation de petites activités génératrices de revenus est également prévu. La **formation professionnelle**, la **mise en apprentissage** et la **formation à l'emploi des enfants** en fin de programme de parrainage s'avère également une nécessité dans le cadre de ce projet.

Les actions du programme ont permis de **soutenir les ménages vulnérables** de **375 enfants** d'Abidjan, Dabou, Bouaké et Daloa dans divers domaines de leurs vies :

- L'accès à une **éducation de qualité** des enfants vulnérables, tant pour la fille que le garçon, s'avère le principal objectif
- L'accès à la **santé** pour leur garantir une vie stable, l'amélioration du cadre de vie et l'**accompagnement psychosocial** pour assurer le développement d'une certaine résilience
- Le **renforcement économique** des ménages pour la réalisation de petites activités génératrices de revenus
- La formation professionnelle ou la mise en apprentissage des enfants en fin de programme de parrainage
- L'abri et soin pour favoriser le cadre de vie sain pour les enfants et leur famille
- Appui aux partenaires de mise en œuvre



Abobo, Abidjan

Visite à domicile aux enfants soutenus par le projet SAD

L'accès à une éducation de qualité des enfants vulnérables, tant pour la fille que le garçon, s'avère le principal objectif :

- 257 enfants (ménages) bénéficiaires d'appuis pour les frais de scolarité
- 162 enfants (ménages) bénéficiaires de kits et tenues scolaires
- 83 enfants ont eu accès aux cantines scolaires de leurs écoles grâce au projet
- 200 enfants (ménages) bénéficiaires d'aides financières pour les cours de renforcement (niveaux primaire, secondaire, en fin de cycle)
- 200 enfants (ménages) ont bénéficié de prise en charge de frais médicaux et soutien psychosocial pour la prévention de maladies
- 3 familles ont bénéficié de renforcement économique dans le cadre de la mise en œuvre d'une activité génératrice de revenu
- 30 enfants en fin de programme ont bénéficié de formation dans le cadre d'un autre projet

- 12 familles vulnérables ont bénéficié de financement pour leurs abris

Appui psychosocial en faveur des enfants et leurs familles en vue de favoriser la résilience et l'épanouissement des ménages et surtout des enfants :

- 1332 visites à domicile (VAD) pour des soutiens psychosocial aux familles par le biais de 1.322 visites à domicile aux familles et leurs enfants
- 175 enfants ont reçu des cadeaux pour Noël
- 344 enfants ont participé aux activités récréatives dans leur commune
- 210 enfants ont pris part aux sorties détentes

Appuis techniques et financiers aux partenaires de mise en œuvre du projet :

- 2 ONG partenaires (AIPS à Bouaké et OGRADIE à Abobo)
- 3 Centres sociaux (Daloa, Koumassi et Treichville)



Abidjan
Enfants soutenus par le projet SAD

VILLES DURABLES



Projet Participatif d'Amélioration des bidonvilles à Abobo et à Treichville

Projet PPAB 3 (2022)



Abidjan (Abobo et Treichville)



1310 bénéficiaires directes



Union Européenne, UN Habitat



95.000 USD

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Le Programme Participatif d'Amélioration des Bidonvilles (PPAB) a été lancé pour la première fois en 2008 avec le soutien de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS), financé par la Commission Européenne (CE) et mis en œuvre par ONU-Habitat. Depuis lors il y a eu les différentes phases du PPAB (I, II et III) pour mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des projets pour lutter contre la pauvreté urbaine chronique et généralisée dans les bidonvilles et les établissements informels, afin de contribuer à l'Objectif de Développement Durable 11 pour les villes de 40 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). En Côte d'Ivoire, ONU-Habitat et AVSI ont signé dans la même veine une convention dans le but de poursuivre les actions entreprises au niveau national depuis 2012. Cette convention a mis l'accent sur la **mobilisation communautaire** dans trois bidonvilles d'Abidjan pour renforcer les capacités techniques des intervenants du projet à **contribuer à la lutte contre la pauvreté urbaine et la prolifération des quartiers précaires**.

La stratégie de cette intervention qui a duré cinq (5) mois, s'est basée sur la mobilisation communautaire et la réalisation d'une étude préalable de mise à jour du cadre de **gestion de Fonds Gérés par la Communauté (FGC)** qui avait été réalisée dans le PPAB II, pour son adaptation au profit des **bidonvilles d'Anonkoua-3, Bougounisso et Yobou Lambert**. C'est pourquoi AVSI est restée fidèle à sa méthode qui consiste à travailler avec la personne pour la rendre capable de contribuer à son épanouissement, son propre développement et celui de sa communauté.

Le PPAB 3, qui a permis de toucher plus de 1310 bénéficiaires directes, a donc été conduit par AVSI en collaboration avec trois (3) **OSC locales partenaires** identifiées en début d'intervention. Ces partenaires ont été chargés de faire la mobilisation communautaire au sein des populations vivants dans les quartiers cibles. L'intervention s'est matérialisée par : (A1.) une campagne de sensibilisation, (A2.) un renforcement des capacités des autorités locales (communes), (A3.) l'étude qui a permis d'adapter l'approche des Fonds Gérés par la Communauté à Abobo et Treichville, (A4.) la mise en œuvre des actions pilotes. Le PPAB 3 a été exécuté en étroite collaboration avec les acteurs institutionnels qui sont le **Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU)**, la **Mairie de Treichville**, la **Mairie d'Abobo**, et tous les autres membres de l'Equipe-Pays (Ministère de l'Intérieur, UVICOCI, District d'Abidjan, etc.).



Bidonville de Bougounisso, Abobo, Abidjan

Mis en œuvre du projet d'entretien des espaces publics à Bougounisso (Abobo)



Marie d'Abobo, Abidjan

Remises de matériels pour les initiatives communautaires des bidonvilles de Bougounisso et Anonkoua 3 à Abobo

Les principaux domaines d'activités :

- Assainissement de l'environnement des bidonvilles
 - Pré-collecte des déchets ménagers
 - Construction de fosses septiques biophiles non vidangeables
- Prévention de la pénurie d'eau potable
- Réhabilitation et entretien des logements de la communauté d'Anonkoua 3 (Valon)
- Renouveau des façades (ou peinture artistique) des quartiers
- Amélioration des voies et prolongement de caniveaux

1 étude réalisée sur les FGC avec 4 livrables :

- Rapport d'analyse situationnelle actualisé des trois bidonvilles cibles du PPAB 3
- Guide de gestion des fonds gérés par la communauté
- Rapport d'évaluation des besoins en renforcement des capacités des groupes cible
- Rapport d'étude du cadre de gestion des FGC pour la Côte d'Ivoire.

3 OSC renforcées techniquement pour conduire les actions de mobilisation communautaires sur le terrain :

- ONG POJE-CI, intervenant à Bougounisso
- ONG ASMA, intervenant à Anonkoua 3
- ONG JAT, intervenant à Yobou-Lambert

4 activités de sensibilisation réalisées:

- 1131 personnes sensibilisées dans les quartiers de Yobou-Lambert (commune de Treichville), Bougounisso et Anonkoua 3 (commune d'Abobo)

3 sessions de formation réalisées à l'endroit des principaux acteurs :

Quarante (40) personnes intervenant sur les différents axes du projet y ont pris part. Ce sont : 18 membres des 3 Comités de Gestion des 3 Bidonvilles, 10 membres de Conseil Municipal d'Abobo et Treichville, 03 représentants des ministères techniques et 09 membres des 03 OSC partenaires de mise en œuvre du projet.

3 comités de gestion de quartier (CGQ) appuyés :

Les 3 comités de gestion des bidonvilles sont composés de 30 membres à raison de 10 membres par CGQ

15 projets / initiatives communautaires financés et portés par 18 bénéficiaires :

Grace aux Fonds Gérés par les Communautés (FGC), un montant maximum d'un (1) million de FCFA (2000 US Dollars) a été octroyé aux bénéficiaires pour leur permettre de contribuer à leur manière à l'amélioration du cadre de vie de leurs quartiers.



Bidonville d'Anonkoua 3, Abobo, Abidjan
Photo de famille de l'OSC ASMA à Anonkoua 3

ENVIRONNEMENT



Projet de Promotion de la Cuisson Propre auprès des ménages vulnérables

Projet Foyers Améliorés (2022/2024)



Région du Gbêkè



70.000 Ménages



ENI Côte d'Ivoire



3.040.527 USD

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Le **changement climatique** étant un phénomène mondial et d'actualité, la Côte d'Ivoire n'étant pas épargné, subit vraisemblablement les effets néfastes du réchauffement climatique. Afin de lutter efficacement contre ce fléau, depuis 2012, le Ministère de l'Environnement à travers le PNCC (**Programme National de Changement Climatique**) a mis en place trois axes stratégiques dont la promotion des **mesures d'atténuation des effets** des changements climatiques dans tous les secteurs. C'est à juste titre que ENI Côte d'Ivoire, ayant découvert un important gisement de pétrole et de gaz offshore dans ce pays en 2021 - qui sera le premier développement net zéro en amont en Afrique pour les émissions de GES Scope 1 et Scope 2 - a décidé, par le biais de la Fondation AVSI de mettre en œuvre le projet « **Promotion de Technologie de Cuisson Propre en Côte d'Ivoire** ». En ligne avec la contribution aux Objectifs de Développement Durable, il constitue en la distribution gratuite de foyers améliorés - produits localement - aux ménages utilisant encore les foyers rudimentaires ayant naturellement pour combustible le bois et le charbon. En contrepartie, les bénéficiaires s'engagent à deux niveaux : signature d'un accord avec ENI dans lequel ils renoncent à tout droit sur les crédits de carbone provenant de la réduction des émissions et des fumées de combustion des foyers et en la promesse de l'utilisation effective de cette technologie de cuisson améliorée.

La zone du projet est définie comme la partie centre-nord de la Côte d'Ivoire, en commençant par le déploiement des FA dans la région de Gbêkè avec la possibilité de s'étendre dans les zones environnantes.

Les développeurs du projet prévoient de distribuer **100 000 FA** au cours des 6 premières années du projet (durée de vie du projet égale à 10 ans), offrant différents modèles de fourneaux aux familles en fonction du type de combustible qu'elles utilisent pour cuisiner au quotidien (bois de chauffage ou charbon de bois).

En fait, de nos jours, un grand nombre de familles dans la zone du projet dépendent encore de **techniques de cuisson traditionnelles inefficaces** qui consomment des quantités massives de biomasse ligneuse comme combustibles de cuisson. La forte consommation de biomasse de bois a de nombreux impacts sur la communauté locale. Tout d'abord, **l'augmentation des maladies respiratoires, oculaires et cutanées** dues à l'exposition à la fumée et au gaz produits lors de la combustion du bois de chauffage ou charbon de bois. La plupart du temps, les activités de cuisine sont effectuées par les femmes et leurs enfants.

De plus, l'utilisation de méthodes de cuisson inefficaces a des **impacts négatifs à la fois sur l'environnement** et sur l'extension des forêts locales - car l'approvisionnement en combustible provoque une **augmentation de la déforestation** au niveau des pays - et sur le changement climatique, en raison des **émissions massives de gaz à effet de serre** produites par la combustion de biomasse ligneuse.

La distribution de foyers améliorés aux personnes qui dépendent encore de conditions de cuisson inefficaces contribuera à résoudre ces problèmes, permettant à ces ménages de cuisiner la même quantité de nourriture en utilisant moins de combustible et en **économisant du temps et de l'argent** tout en **réduisant les émissions intérieures** avec une amélioration de l'état de santé des familles.

Le projet suivra les règles et les exigences du **registre international VERRA**, l'un des registres les plus importants du marché volontaire du carbone, qui va certifier les avantages environnementaux en termes de réduction des émissions dues à la distribution et à l'utilisation des fourneaux améliorés.

En 2022, le projet a permis d'obtenir les résultats suivants :

- 20.000 ménages impactés
- 20.000 Foyers Améliorés distribués
- 120.000 Bénéficiaires
- 280 Villages visités
- 300 Séances de sensibilisation
- 10.000 Kilomètres parcourus
- 23 Staff dédiés
- 15 Séance de formation dédiées au staff
- +5 employés embauchés par le producteur de fourneaux en 2022



Région du Gbêkê
Distribution des foyers améliorés



Région du Gbêkê
Distribution des foyers améliorés

DROITS DE L'HOMME, DÉMOCRATIE ET PAIX



Projet d'Appui à la Cohésion Sociale, à la Promotion du Dialogue Démocratique et à l'Inclusion Sociale des Jeunes

Projet PACS-P2D (2020/2022)



Abidjan (Abobo et Yopougon)



15 OSC, 2350 jeunes sans emploi, 6000 étudiants



Union Européenne DG DEVCO



860.229 €

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Le Projet d'Appui à la Cohésion Sociale et à la Promotion du Dialogue Démocratique dans les communes de Yopougon et d'Abobo (PACS-P2D) a été mis en œuvre de 2020 à 2022. Il a consisté à **promouvoir le rôle de la Société Civile** comme instrument de **paix** et d'**inclusion sociale** par des actions de structuration des principaux acteurs, de sensibilisations et de renforcement de capacités. AVSI en tant que coordonnateur principal de l'intervention, a travaillé pendant les trois années avec deux ONG très actives dans les communes de Yopougon : la Communauté Missionnaire de Villaregia (CMV) et d'Abobo : la Plateforme Opérationnelle Jeunesse de Côte d'Ivoire (POJE-CI).

Les activités ont été réalisées selon trois composantes :

1. Le renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles des acteurs de la vie socio-politique locale
2. La sensibilisation, la formation et la consolidation des espaces/occasions d'échange, de concertation et de synergie entre les acteurs de la vie socio-politique locale
3. L'inclusion sociale des jeunes à travers des formations sur l'employabilité, la recherche d'emploi, l'appui pour la mise en œuvre et la gestion des micro-entreprises.



Il y avait quatre types de bénéficiaires directs appelés les groupes cibles du projet :

- 15 Organisations de la Société Civile,
- 02 sections communales du Conseil National de Jeunes,
- 2350 Jeunes sans emploi, diplômés/déscolarisés (dont au moins 50% de femmes) ;
- 6000 Jeunes des établissements scolaires de Yopougon et Abobo

Quatre structures partenaires, considérées comme bénéficiaires indirectes, ont contribué chacun selon son expertise, à l'atteinte des objectifs du projet :

- Les Conseils Municipaux de Yopougon et d'Abobo
- La Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL)
- Le Programme National de Cohésion Sociale (PNCS)
- Les populations des communes de Yopougon et d'Abobo

Résultats de la composante 1 :

- 02 structures (codemandeurs) évaluées et renforcées selon leurs plans de renforcement de capacité
- 15 Organisation de la Société Civile (OSC) et 02 organisations de jeunes dans les deux communes ont été identifiées, évaluées et renforcées selon leurs plans de renforcement de capacité (PRC)
- 431 membres des 17 OSC locales ont bénéficié de 40 sessions de renforcement de capacités organisationnelles et opérationnelles selon leurs PRC
- 34 séances d'appui ont été organisées à l'endroit de 105 participants issus de CMV et POJE-CI
- 1 atelier de lancement du projet en 2021 a réuni plus de 402 participants issus de partenaires financiers, partenaires techniques et des partenaires de mise en œuvre (OSC, autorités municipales, responsables de forces de défense et de sécurité, guides religieux, responsables d'associations de femmes et jeunes, etc.)
- 1 atelier de clôture organisé en 2022, en présence de 213 participants issus des mêmes acteurs présents au lancement du projet

Résultats de la composante 2 :

- 34 sessions de formation au profit de 61 participants venant de POJE-CI et CMV en comptabilité, gestion des programmes, suivi évaluation, techniques d'archivage.
- 13 sessions de formation à l'endroit de 280 membres de CNJ d'Abobo et Yopougon
- 22 sessions de formation à 280 participants venant des 15 OSC
- 16 sessions de formation sur les thématiques liées à la démocratie, à la prévention/gestion des conflits et à l'inclusion sociale des jeunes au profit de 662 personnes issues des 15 OSC et des 2 sections communales de CNJ
- 45 activités de dialogues communautaires organisées dans plusieurs quartiers avec 5890 participants composés de leaders communautaires, de femmes et jeunes des communes de Yopougon et d'Abobo
- 40 activités d'échanges et de concertation avec 5643 participants dont les principaux responsables des services chargés de la sécurité et de la défense ainsi que les services municipaux sur les thématiques de cohésion sociale, gestion de conflits
- 12 rencontres d'échanges organisées entre la société civile et les élus locaux avec 345 participants sur les thèmes suivantes : (i) les mécanismes mis en place par la Mairie pour informer et communiquer avec la population sur leurs politiques et leurs actions ; (ii) Les priorités de la Mairie de Yopougon et Abobo en matière de sécurisation des populations de la commune et les moyens d'actions ; (iii) Redevabilité Mairie-Population : comment la mairie rend-t-elle compte de la gestion des affaires publiques communales aux populations
- 55 activités d'éducation à la paix réalisées dans 17 établissements scolaires des communes d'Abobo et de Yopougon, avec 6596 participants.
- 2 séminaires de formation des Conseillers Municipaux de Yopougon et d'Abobo, avec 102 participants (72 hommes, 30 femmes) par des Experts de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL). Chaque municipalité a reçu la formation sur des thématiques qui les ont aidés à mieux gérer leurs communes :
 - La loi N° 2018-862 du 26 novembre 2018, relative à l'Etat Civil,
 - Le rôle du Conseiller Municipal en matière de redevabilité,
 - Le rôle du Conseiller Municipal dans le règlement des conflits communautaires.

Résultats de la composante 3 :

- 707 jeunes d'Abobo et Yopougon ont été formés à travers 24 sessions sur les thématiques liées à l'insertion socioprofessionnelle dont :
 - 476 jeunes ont bénéficié de 16 sessions sur les Techniques de Recherche d'Emploi (TRE)
 - 231 jeunes ont bénéficié de 8 sessions en Entrepreneuriat ou gestion d'une microentreprise.
- 362 jeunes ont reçu 1250 séances de coachings dont :
 - 431 séances en Techniques de Recherche d'Emploi (TRE) et
 - 819 séances en Entrepreneuriat
- 210 moniteurs d'Abobo et Yopougon ont été formés sur les thèmes de leadership, en développement humain et en gestion d'AGR
- 1410 jeunes déscolarisés ou non ont bénéficié de formation en développement humain et gestion d'activité génératrice de revenu. Les thèmes développés sont le Leadership, la culture d'entreprise et l'Initiation à la gestion d'AGR
- 63 jeunes ont bénéficié des formations techniques et professionnelles des centres professionnels de corps de métiers de leurs choix
- 38 jeunes ont été équipés en matériels et kits de formation pour leur insertion professionnelle
- 1082 jeunes ont participé aux 03 semaines d'inclusion sociale organisées dans les deux communes cibles du projet, autour des thèmes tels que : « Jeunes, Entrepreneurs et pourvoyeurs d'emplois », « la découverte de l'Ecotourisme et de l'Eco-entrepreneuriat », « Les jeunes entrepreneurs parlent aux jeunes ».



Cour
Pénale
Internationale
International
Criminal
Court

Fonds au Profit des Victimes
The Trust Fund for Victims



Projet de Renforcement des Opportunités en faveur des Victimes des crises pour leur inclusion économique et sociale

Projet PROVIÉS (2021/2023)



Hautassandra et
Guémon



1000 victimes des crimes
estimés



Fonds au Profit des
Victimes



465.000 €

PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Depuis 2002, la Côte d'Ivoire a connu une série de crises ponctuées par un **conflit armé**. Cela a été marqué par de nombreuses **violations des droits de l'homme**. Une enquête réalisée par le Regroupement des Acteurs Ivoiriens du Droit Humain auprès des victimes a mis en exergue treize types de violations des droits humains, allant des atteintes au droit à la vie, à l'intégrité physique, aux tortures et blessures graves, ayant entraîné des conséquences psychologiques sévères. L'une des conséquences notables a été, également, l'arrêt brusque des activités économiques dans les zones de conflits et la **déstructuration d'infrastructures économiques et sociales**. Ces crises successives ont engendré de nombreuses victimes réparties sur l'ensemble du territoire dont les situations diverses nécessitent réparation et assistance pour que ces derniers retrouvent une vie digne à travers la mise en place d'actions de justice transitionnelle.

Ce Projet est complémentaire aux actions de l'Etat et adresse la question complexe de l'**assistance aux victimes** de la situation des crises survenues en Côte d'Ivoire depuis le 1er Juillet 2002 à travers une **approche par incidents** en vue de **réduire la stigmatisation et améliorer l'inclusion** des personnes. L'intervention vise à contribuer à la justice et à la réhabilitation des victimes de quatre (4) incidents emblématiques ainsi que leurs communautés, survenus dans les régions du Guémon, du Cavally, du Haut-Sassandra et d'Abidjan. Spécifiquement, au niveau du Guémon dans le département de Duékoué: l'assassinat de SIRIKI SAMASSI et de l'Imam KONATE IDRIS le 28 Mars 2011 et l'attaque du quartier Carrefour les 29 et 30 Mars 2011 ; au niveau du Haut Sassandra dans le département de Vavoua: les exécutions à Monoko-Zohi les 28 et 29 Novembre 2002 et l'attaque de Vavoua, Dania, Pélézi et Fiékon Borombo en fin Novembre et début Décembre 2002.

Objectif et axes d'intervention

Nos actions ont pour but de répondre de manière holistique aux préjudices des victimes prioritaires des dits incidents emblématiques. Elles sont dans deux axes majeurs, à savoir l'axe de réparation collective et l'axe de réparation individuelle.

Les activités prévues dans ces deux axes sont les suivantes:

- Actions collectives
 - Réalisation et remise d'actions communautaires symboliques aux différentes communautés des 04 incidents emblématiques suscités
 - Organisation des séances de thérapies communautaires
- Action individuelles
 - Écoutes et Identification des victimes prioritaires et évaluation des préjudices
 - Réhabilitation physique de 30 victimes prioritaires
 - Réhabilitation psychologique de 150 victimes prioritaires
 - Appui pour le support matériel de 50 victimes prioritaires



Duekoue

Activité de réparation symbolique entre communautés

Au niveau des actions de réparations collectives, des actions communautaires symboliques ont été identifiées avec l'implication des différentes communautés des incidents traités et des séances de thérapie communautaire ont été réalisées comme le décrivent les deux tableaux suivants.

Les actions communautaires en guise de réparation symbolique

RÉGION	INCIDENTS EMBLÉMATIQUES CONCERNÉS	ACTIONS COMMUNAUTAIRES SYMBOLIQUES A RÉALISER	ÉTAT D'EXÉCUTION DE L'ACTION
GUEMON	L'assassinat de SIRIKI SAMASSI et de l'Imam KONATE IDRISSE	Construction d'un château d'eau sur un forage existant dans l'enceinte de la Mosquée « MEITE » mosquée où officiait l'Imam KONATE	Réalisé et livré à la communauté du quartier Kokoman par le Ministre de Réconciliation et la Cohésion Nationale
	L'attaque du quartier Carrefour	Réhabilitation de 2 salles de classe au sein du Groupe scolaire du quartier	Pose de la 1ère pierre de la réhabilitation des deux (02) salles par le Ministre de Réconciliation et la Cohésion Nationale Poursuite des travaux ensuite
HAUT SASSANDRA (Vavoua)	Les exécutions à Monoko-Zohi	Construction d'une stèle sur le charnier du village à la mémoire des victimes Réaménagement d'un Forage d'eau de type Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA)	En cours de réalisation et seront achevés et livrés durant la phase de 2023
	Les exécutions à Monoko-Zohi	Réhabilitation de toiture d'un bâtiment de l'école du village	En cours de réalisation et seront achevés et livrés durant la phase de 2023

Les actions communautaires en guise de réparation symbolique

RÉGION	LOCALITÉ/QUARTIER	THÈME RETENU	PARTICIPANTS
GUEMON	Kokoman	La douleur occasionnée par la perte d'un être cher	43
	Mission catholique de Duékoué	La douleur occasionnée par la perte d'un être cher	64
	Carrefour	La douleur occasionnée par la perte d'un être cher	59

Les actions individuelles réalisées dans le cadre du projet :

En ce qui concerne les actions individuelles de réparation du projet, à savoir les réparations physiques, psychologiques et réparations sous forme de support matériel, il y a au total 221 victimes prioritaires qui ont été identifiées. Elles sont composées de 38 victimes pour la réhabilitation physique, 174 pour la réhabilitation psychologique et 165 pour le support matériel. Elles recevront des appuis durant la phase 2023 du projet.



HISTOIRES À SUCCÈS



"Maintenant, je suis heureuse et je vis à l'aise avec mon mari et ma fille. Aujourd'hui, si je dois aller en Europe, c'est par avion et pour prendre des vacances".

Oumou Sako - jeune fille migrante de retour.

Jeune fille migrante de retour, non scolarisée, originaire de Daloa épanouie aujourd'hui dans son activité et dans sa vie familiale. Grâce au **Projet Dignité**, elle mène une grande activité d'élevage de poussins en forte croissance; elle participe activement aux activités de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière partageant son histoire.

"AVSI CI a vraiment eu un impact positif dans ma vie parce qu'elle m'a aidé dans ma croissance humaine. Dans ce sens, elle a apporté son aide aussi à toutes les personnes que je rencontre dans le besoin".

N'Guessan Anselme Kouassi - Commissaire de Police

Orphelin de père depuis l'âge de 8 ans, dans une situation de vulnérabilité, il a été appuyé par le projet de **Soutien à Distance** qui a permis sa prise en charge au niveau sanitaire, scolaire et d'aide psycho-sociale et grâce à sa force de caractère et à l'accompagnement de AVSI, il a réussi à entreprendre un parcours de succès professionnel en devenant un commissaire de police. Actuellement, en service au 2ème arrondissement de Daloa, il encourage toujours l'action de AVSI CI à continuer ses interventions parce que *"c'est grâce à ces actions que certains enfants qui n'ont plus de future et de perspectives arrivent à se reconstruire et à devenir des personnes meilleures"*.



"Je crois que la présence d'une bibliothèque à l'école est un moyen essentiel pour accompagner les enfants dans leur apprentissage", Diakité Victorine, animatrice éducative à AVSI CI ne peut que être fière de déclarer ces mots.

Dabila Kossia Matin, jeune étudiante était en classe de CPI quand le projet d'**Appui au Programme Intégré de Pérennisation de cantines Scolaires** a démarré. L'un des grands axes du projet a été la fourniture des bibliothèques mobiles dans les écoles situées en milieu rural. Dabila Kossia ramenait chaque soir un livre à la maison et plus tard, elle a remporté le prix de la meilleure lectrice à l'occasion d'un jeu concours. Aujourd'hui elle est en classe de CMII et fait partie des meilleures lectrices de l'école.

NOUVEAUX PROJETS ET PERSPECTIVES 2023



Projet d'appui a une éducation Primaire de qualité en Côte D'ivoire



Région du Sud Comoé et de la commune de Port Bouet



ENI Côte d'Ivoire



8.500 élèves du primaire, 120 enseignants du primaire et 20 écoles primaires publiques



3.850.000 USD



Projet d'amélioration de l'accès à l'éducation inclusive et des compétences scolaires des élèves des écoles primaires publiques au Nord de la Côte d'Ivoire



District du Denguélé



Fondazione San Zeno



30.320 bénéficiaires directs et bénéficiaires indirects



307.388 €



Éducation et protection de l'enfant vulnérable en soutien de l'orphelinat de Grand Bassam



Grand Bassam



Regione Emilia Romagna



Bénéficiaires Directs 120 enfants et filles; 70 membres du personnel et éducateurs de l'orphelinat



18 300 €



Projet de promotion de l'information et sensibilisation contre la traite des êtres humains en Côte d'Ivoire



Abidjan, Bouaké, Korhogo



Expertise France (Groupe AFD)



370 personnes informées et 4600 personnes sensibilisés; plus de 10 000 personnes sont estimés bénéficiaires indirects



69.793 €

PERSPECTIVES 2023

Améliorer notre portfolio dans différents domaines et travailler pour une meilleure prise en charge des besoins de la communauté.

Pour l'année 2023, AVSI Côte d'Ivoire souhaite renforcer sa collaboration avec les différentes institutions, les ministères, les nombreux partenaires et les ONG locales dans le cadre de différents projets pour assurer la pérennisation et le développement économique et social durable.

Dans le cadre de ses activités, en 2023, l'AVSI entend élargir ses domaines d'intervention en mettant l'accent sur des thématiques telles que le changement climatique et l'économie circulaire, tout en renforçant les domaines d'intervention déjà développés et lancés, tels que l'accès à l'éducation et à la formation, la question migratoire, notamment la protection des migrants et la réinsertion professionnelle.

En travaillant dans les différents secteurs, Avsi aura l'opportunité d'élargir son expertise et l'impact de ses interventions dans divers domaines et thèmes.





NOS PRINCIPAUX BAILLEURS ET PARTENAIRES



MINISTERO
DELL'INTERNO



Cour
Pénale
Internationale
International
Criminal
Court



AVSI Côte d'Ivoire

Abidjan

Cocody-II Plateaux,
Galerie Santa Maria
Tél: (+225) 27 22429950
E-mail: abidjan@avsi.org

Bouaké

Région de Cbeke,
Quartier Air France 3
Tél: (+225) 0789361478

Daloa

Région du Haut-Sassandra,
Quartier Kirmann Daloa
Tél: (+225) 27 21785040

Korhogo

Région de Poro,
Quartier Résidentiel
Tel: (+225) 0778829287



@avsicotedivoire



@avsici



@avsi_d



People for development